

E 4571

ASSEMBLÉE NATIONALE

TREIZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2008-2009

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 15 juillet 2009

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 15 juillet 2009

**TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE
L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION**

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

Proposition de virement de crédits n° DEC 20/2009 à l'intérieur de la section III – Commission – du budget général pour l'exercice 2009 (DNO)



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 9 juillet 2009
(OR. en)**

11748/09

FIN 243

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Monsieur Algirdas ŠEMETA, Membre de la Commission européenne
Date de réception:	7 juillet 2009
Destinataire:	Monsieur Fredrik REINFELDT, Président du Conseil de l'Union européenne

Objet:	Proposition de virement de crédits n° DEC20/2009 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2009 (DNO)
--------	--

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission DEC20/2009.

p.j.: DEC20/2009



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

BRUXELLES, LE 03/07/2009

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2009
SECTION III - COMMISSION TITRES 23, 40

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 20/2009

DÉPENSES NON OBLIGATOIRES

EN EUROS

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 40 02 RÉSERVES POUR LES INTERVENTIONS FINANCIÈRES

ARTICLE - 40 02 42 Réserve d'aide d'urgence

CE	- 65 000 000
CP	0

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE - 23 02 Aide humanitaire, y compris l'aide aux personnes déracinées, l'aide alimentaire et la préparation aux catastrophes

ARTICLE - 23 02 01 Aide humanitaire

CE	45 000 000
CP	0

ARTICLE - 23 02 02 Aide alimentaire

CE	20 000 000
CP	0

INTRODUCTION

EXÉCUTION DU BUDGET DE L'AIDE HUMANITAIRE EN 2009

À l'heure actuelle, les crédits d'engagement (CE) inscrits sur les trois lignes du budget de l'aide humanitaire présentent les taux d'exécution suivants:

- 83 % pour la principale ligne budgétaire de l'aide humanitaire (ligne 23 02 01);
- 80 % pour la ligne de l'aide alimentaire (ligne 23 02 02);
- 81 % pour la ligne consacrée à la préparation aux catastrophes (ligne 23 02 03).

Ce taux d'exécution élevé est conforme à la stratégie opérationnelle et à la planification budgétaire établie pour 2009 par la direction générale de la Commission européenne chargée de l'aide humanitaire (DG ECHO). Sur la base de son évaluation des besoins humanitaires, la DG ECHO détermine, pour les crises de longue durée, une dotation budgétaire préliminaire par pays pour l'année à venir. Conformément aux orientations du Conseil et du Parlement européen, au moins 15 % des crédits inscrits sur la ligne du budget opérationnel initial restent non affectés pour permettre de faire face à l'évolution des priorités et à de nouveaux besoins.

La stratégie opérationnelle et la planification budgétaire de la DG ECHO pour 2009 ont été présentées aux États membres lors de la réunion du comité d'aide humanitaire du 14 novembre 2008, puis au Conseil de l'Union européenne (groupe CODEV) le 8 décembre 2008, et au Parlement européen le 21 janvier 2009 (commission DEVE).

80 % du budget ont été affectés aux crises de longue durée et, pour la grande majorité de ces dotations, les décisions de financement ont été adoptées au cours des premiers mois de l'année civile, et ce conformément à la planification budgétaire.

Une part considérable des crédits du budget initial qui, au départ, n'avaient pas été affectés a déjà été utilisée pour des interventions dues à de nouvelles crises ou à l'aggravation de crises, comme l'épidémie de choléra en Afrique australe, le conflit dans le nord et l'est du Sri Lanka, la sécheresse qui a fait des victimes dans les territoires palestiniens et en Syrie, les événements en République démocratique du Congo qui ont nécessité une aide humanitaire supplémentaire en faveur des populations vulnérables, le conflit au Pakistan et une série de catastrophes naturelles de faible ampleur (résultant principalement d'inondations et d'ouragans).

Presque tous les crédits restants sont alloués à des interventions déjà prévues ou prévisibles. Les interventions prévisibles comprennent:

- a) une marge de 30 millions d'EUR pour les catastrophes naturelles. Pour des raisons d'ordre climatique, la plupart des catastrophes naturelles de faible ampleur surviennent généralement au second semestre de l'année, pendant la saison des pluies de mousson, des typhons et des cyclones, qui sont à l'origine de vents violents et d'inondations, notamment en Asie du Sud, en Amérique centrale et dans la région des Caraïbes;
- b) une marge mensuelle minimale permettant d'intervenir lors d'autres catastrophes imprévues de faible ampleur ou à l'occasion de crises nouvelles ou de l'aggravation de crises pendant les 6 mois de l'année qui restent.

Déduction faite des interventions prévues et prévisibles, la marge disponible des crédits non affectés s'établit à 20 millions d'EUR.

La Commission européenne est à présent confrontée à deux crises humanitaires majeures qui nécessitent un important financement supplémentaire:

- 65 millions d'EUR sont nécessaires pour une aide humanitaire en faveur de la population touchée par le conflit militaire au **Pakistan**. Selon les estimations actuelles, les personnes déplacées à l'intérieur du pays sont au nombre de 2 millions environ. Afin de répondre aux besoins les plus urgents des victimes de ce conflit, la Commission est déjà en train de préparer une décision prévoyant un financement supplémentaire de 20 millions d'EUR, en utilisant les crédits qui restent disponibles dans le budget de l'aide humanitaire pour 2009. Par conséquent, il manque encore

45 millions d'EUR pour financer le complément d'aide (25 millions pour l'aide humanitaire et 20 millions pour l'aide alimentaire);

- **20 millions d'EUR** pour l'aggravation du conflit en **Somalie** (aide humanitaire), où les violents affrontements qui ont repris à Muqdisho ont entraîné une forte augmentation du nombre de personnes déplacées.

En l'absence de marge sous la rubrique 4 et après étude des possibilités de redéploiement au sein de la rubrique, la Commission soumet la présente proposition visant à mobiliser 65 millions d'EUR de crédits d'engagements (CE) issus de la réserve d'aide d'urgence afin de répondre à la situation d'urgence au Pakistan (45 millions d'EUR) et en Somalie (20 millions d'EUR). Le montant correspondant en crédits de paiement (CP), c'est-à-dire 70 % du montant des crédits d'engagement, sera couvert par les crédits actuellement disponibles sur les lignes budgétaires de l'aide humanitaire et de l'aide alimentaire. Les besoins en crédits de paiement sur ces lignes budgétaires seront évalués plus précisément au cours de l'automne 2009; à ce moment-là, la Commission se réservera la possibilité, le cas échéant, de présenter à l'autorité budgétaire une demande de renforcement des CP en fonction de l'avancement de l'exécution budgétaire.

I. RENFORCEMENT

I.A

a) Intitulé de la ligne

23 02 01 - Aide humanitaire

b) Données chiffrées à la date du 16/06/2009

	CE	CP
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	504 531 000	504 531 000
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0	0
2. Virements	0	0
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	504 531 000	504 531 000
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	427 850 000	207 822 022
5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)	76 681 000	296 708 978
6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice	121 681 000	296 708 978
7. Renforcement proposé	45 000 000	0
8. Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	8,92%	0,00%
9. Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 23 §1 b et c du RF, calculé selon l'article 17 bis des modalités d'exécution par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE	CP
1. Crédits disponibles en début d'année	1 676 756	610 168
2. Crédits disponibles à la date du 16/06/2009	375 261	0
3. Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	77,62%	100,00%

d) Justification détaillée du renforcement

Comme il a déjà été mentionné dans l'introduction, la situation d'urgence qui règne au Pakistan et en Somalie nécessite un financement supplémentaire pour ces deux pays. Selon les estimations, le Pakistan a besoin de 65 millions d'EUR au total, 20 millions étant prélevés sur les fonds disponibles dans le budget de l'aide humanitaire. Quant aux 45 millions d'EUR restants, tant pour l'aide humanitaire (25 millions) que pour l'aide alimentaire (20 millions), il est proposé de recourir à la réserve d'aide d'urgence.

Une fois que les 20 millions d'EUR disponibles dans le budget humanitaire de 2009 auront été utilisés en faveur du Pakistan, on ne disposera plus d'autres crédits, de sorte qu'il est proposé de faire appel à la réserve d'aide d'urgence pour financer les besoins totaux de la Somalie (20 millions d'EUR).

Le tableau ci-après donne une vue d'ensemble de la demande tant pour le Pakistan que pour la Somalie. Aux fins d'une description complète de la situation, le tableau fait état des besoins correspondants en crédits de paiement, même si ceux-ci ne font pas l'objet de la présente demande. Comme il est mentionné dans l'introduction, les crédits de paiement disponibles dans le budget de l'aide humanitaire sont actuellement suffisants pour satisfaire à ces besoins:

	Ligne 23 02 01 Aide humanitaire		Ligne 23 02 02 Aide alimentaire		TOTAL	
	CE	CP	CE	CP	CE	CP
Pakistan	25 000 000	(17 500 000)	20 000 000	(14 000 000)	45 000 000	(31 500 000)
Somalie	20 000 000	(14 000 000)	-	-	20 000 000	(14 000 000)
TOTAL	45 000 000	(31 500 000)	20 000 000	(14 000 000)	65 000 000	(45 500 000)

Pour de plus amples explications sur la situation d'urgence qui règne au Pakistan et en Somalie, il convient de se reporter à l'annexe.

I.B

a) Intitulé de la ligne

23 02 02 - Aide alimentaire

b) Données chiffrées à la date du 16/06/2009

	CE	CP
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	230 025 000	230 025 000
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0	0
2. Virements	0	0
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	230 025 000	230 025 000
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	191 000 000	71 304 251
5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)	39 025 000	158 720 749
6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice	59 025 000	158 720 749
7. Renforcement proposé	20 000 000	0
8. Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	8,69%	0,00%
9. Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 23 §1 b et c du RF, calculé selon l'article 17 bis des modalités d'exécution par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE	CP
1. Crédits disponibles en début d'année	0	0
2. Crédits disponibles à la date du 16/06/2009	0	0
3. Taux d'exécution [(1-2)/1]	n/a	n/a

d) Justification détaillée du renforcement

Voir l'introduction et l'annexe pour une justification détaillée.

II. PRÉLÈVEMENT

a) Intitulé de la ligne

40 02 - RÉSERVES POUR LES INTERVENTIONS FINANCIÈRES – Article 40 02 42 - Réserve d'aide d'urgence

b) Données chiffrées à la date du 16/06/2009

	CE	CP
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	244 000 000	244 000 000
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0	0
2. Virements	-78 000 000	0
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	166 000 000	244 000 000
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	0	0
5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)	166 000 000	244 000 000
6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice (*)	101 000 000	244 000 000
7. Prélèvement proposé	65 000 000	0
8. Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	26,64%	0,00%
9. Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 23 § 1 b et c du RF, calculé selon l'article 17 bis des modalités d'exécution par rapport aux crédits définitifs de l'exercice (*) Sans objet pour une ligne de crédits provisionnels ou de réserve	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE	CP
1. Crédits disponibles en début d'année	0	0
2. Crédits disponibles à la date du 16/06/2009	0	0
3. Taux d'exécution [(1-2)/1]	n/a	n/a

d) Justification détaillée du prélèvement

La réserve d'aide d'urgence est destinée à permettre de répondre rapidement à des besoins spécifiques d'aide à des pays tiers, à la suite d'événements qui n'étaient pas prévisibles lors de l'établissement du budget, en priorité pour des actions à caractère humanitaire, mais aussi, le cas échéant, pour la gestion civile d'une crise et la protection civile (point 25 de l'accord interinstitutionnel du 17 mai 2006).

La mobilisation proposée de la réserve d'aide d'urgence apportera une réponse rapide aux victimes des conflits dans les pays suivants:

A. Pakistan

- un total de 45 millions d'EUR de crédits d'engagement, dont:
- 25 millions seront virés sur la ligne 23 02 01 (Aide humanitaire) et 20 millions sur la ligne 23 02 02 (Aide alimentaire).

B. Somalie

- un total de 20 millions d'EUR de crédits d'engagement sera viré sur la ligne 23 02 01 (Aide humanitaire).

Detailed justifications for proposed transfers

A. PAKISTAN

1. Context

Since August 2008, military interventions resulting from increased insurgency activity in FATA (Federally Administered Tribal Areas) and NWFP (North Western Frontier Province) in Pakistan have led to successive waves of population displacements from the conflict-affected areas to NWFP districts mainly around Peshawar.

On February 16th 2009, the government signed the Malakand Accord with the Taliban, after two years of fighting which had seen the Taliban gain control over the area. This agreement included a cease fire in Swat (between the Taliban and the army) and the imposition of Sharia law in the districts of Malakand, Swat, Shangla, Buner, Dir, Chitral, and Kohistan.

Following violations of the accord by the Taliban, the military launched an offensive in Dir and Buner. The Taliban advanced from Swat into Buner in early April 2009 and took over the district in eight days. Negotiations were held that led to the local resistance being stopped in return for a commitment from the Taliban to withdraw from the area. However, the Taliban did not honour this commitment.

Following the operation in Buner district, the Taliban retaliated through an offensive in Swat, targeting checkpoints, NGO offices and the like. The Taliban entered the city of Mingora (approx. 500,000 inhabitants), occupying the main buildings and eventually laying siege to the army headquarters in Mingora on May 5th. On May 6th, the army started operations in Mingora city and nearby areas. On May 8th, the military launched an offensive in Swat and Buner districts.

DG ECHO first mobilised € 1,5 million in October 2008 to respond to the crisis and following an assessment mission in March 2009 recommended the adoption of a further € 5,5 million decision to respond to the further displacement of population (around 500,000 at that time).

2. Why are additional funds necessary of humanitarian action for Pakistan?

Following the military operations in Swat and Buner districts (NWFP) beginning of May 2009, huge displacements of civilians took place from the affected areas. The IDPs (Internally Displaced People) are mainly coming from Bajaur (some have been displaced since August 2008), Lower Dir, Buner, Malakand and Swat.

According to the latest information, the figures stands at approximately 2 million IDPs with about 265,000 people in camps and some 100,000 in improvised settlements. Nevertheless, the vast majority are staying with host families – a few in rented accommodation, and some in public buildings such as schools. This puts huge pressure on already very vulnerable and poor populations and on the public infrastructures and services.

In addition, some 230,000 people might still be trapped in the conflict zone, facing shortages of food, water and essential services due to the curfew imposed by the military.

An ECHO assessment mission was sent to Pakistan from 29 May to 5 June and had the opportunity to assess the needs in the field by visiting camps, humanitarian hubs, schools and host families in the NWFP (Mardan, Swabi, Peshawar and Nowshera districts). The scale and urgency of the needs have been confirmed together with the need for a quick response. The Humanitarian Community is facing an unprecedented displacement of population in Pakistan in such a short time frame (1,5 million people within a month).

The United Nations launched a revised Humanitarian Action Plan on 21 May requesting US\$ 544 million (on which only 20 % have been met so far), ICRC (International Committee of the Red Cross) revised its emergency appeal and requested a further € 40 million (in addition to the already existing revised budget for Pakistan of € 34.7 million). IFRC (International Federation of the Red Cross) launched at the same time an appeal for €15.76 million and international NGOs, very active in the field, have already indicated that they will have to stop their interventions by July if no further funding is made available.

In view of the situation described above, and based on the findings of the ECHO mission, DG ECHO immediately released € 20 mill from the still available margin within its budget to respond to the most immediate basic needs but given the scale of the crisis, a more substantial response is necessary.

The humanitarian situation might further deteriorate in the weeks to come with further displacements of population, potential scale-up of the conflict in other FATA areas such as Waziristan, not to mention the people trapped in the conflict zones that are in need of assistance and the premature return of part of the IDPs in areas which have been the scene of conflict and which have no more electricity and water, no public services such as health and education.

3. Priority needs

Priority requirements in terms of humanitarian action in Pakistan relate to the following sectors:

- Food assistance for both displaced population and population trapped in the conflict zones
- Protection of civilian population , at the same time to prevent violation of humanitarian international law and forced return of displaced people
- Camp management and shelter for the IDPs
- NFIs (Non Food Items) distribution
- Water and sanitation including hygiene education and hygiene kits distribution
- Health services from mobile clinics, to support to health posts, distribution of drugs, Polio and measles immunisation campaigns and surveillance (Early Warning Diseases System).
- Support to coordination that is crucial in such a huge crisis as duplication and gaps should be avoided.
- Possibly support to logistics

4. How would the funds obtained be used?

- Part of the funds would go to ICRC for integrated assistance (food, medical support and general assistance) to the population in the conflict affected areas either trapped or displaced in camps. ICRC is one of the very few agencies to have access to these areas.
- Part of the funds would go to UN agencies such as WFP (lead agency for food distribution and logistics), UNHCR (lead agency for camp management, shelter and protection), UNICEF (lead agency for water and sanitation), WHO (lead cluster for health) and UNOCHA in charge of the coordination.
- Part of the funds would go to international NGOs, very present and active in the field, in particular in the sectors of health, water and sanitation and protection. They are very well placed to work with IDPs staying outside the camp with host families or in public buildings such as schools.

B. SOMALIA

1. Context

Since the outbreak of the conflict in 1991, Somalia has been subjected to non-stop fighting, regular mass displacements of people, political and ethnic tensions, localised insecurity, economic hardship and climatic shocks, with local communities often experiencing several, if not all, problems at the same time. This has had the effect of eroding livelihoods, aggravating poverty and increasing food insecurity and vulnerability.

Over the past year, the number of people in need of emergency humanitarian assistance increased by 77%, from 1,800,00 at the beginning of 2008 to 3,200,000 as of 2009. **This dramatic increase is due to a combination of factors: mainly the constant fighting combined with the harsh economic impact of rocketing world commodity prices, a depreciating local currency and climate shocks.**

The so-called Djibouti peace process has seen, so far, a failure of any attempt of reconciliation between the TFG (Transitional federal Government) and Al Shaabab/AOG (Armed Opposition Groups), resulting in thousands of civilians in and around Mogadishu being caught by the consequences of renewed hostilities among the conflicting parties.

Humanitarian agencies, including ECHO partners, continue to face enormous daily challenges in delivering relief to the affected population. This is mainly because the security situation has deteriorated and the "humanitarian space" has shrunk as a result.

All these factors have also created a constantly increasing refugee flow into neighbouring countries, in particular Kenya at a monthly rate of some 7,000 a month. These refugees move to a refugee camp in Dadaab which has originally been designed for 96,000 people but is now overcrowded with more than 276,000 refugees and no more space available. This refugee outflow adds up to the approx. 460,000 Somali refugees already present in East and Central Africa.

The European Commission is one of the main sources of humanitarian funding for victims of the crisis in Somalia. From 2004 to 2008, it provided more than €93m for relief activities. In 2008 the overall funding amounted to €46 million, whereas for 2009 €18 million has been allocated.

2) Why are new funds necessary for humanitarian action for Somalia?

Over the past few months there has been an alarming deterioration of the humanitarian situation with regard to displacement, drought, food insecurity, malnutrition and epidemics.

Following the resumption of heavy fighting in Mogadiscio, the number of displaced has increased by an additional 121,000 just over the last few weeks, and the likely continuation of the conflict may trigger further displacement. New front lines are in fact being drawn along the border with Ethiopia announcing a possible major conflict breaking out across the whole South / Central part of Somalia.

The impact of the ongoing rainy season in Central Northern part of Somalia has been negligible and will probably not be sufficient to alleviate the serious shortage of pasture and water which is now leading to livestock deaths and eroding any remaining coping capacity.

304 cases of cholera were reported by WHO in hospitals in Mogadishu during April. The biggest fear is that there is a likelihood of an imminent cholera outbreak.

Acute malnutrition above the emergency threshold of 15% is a constant feature being reported unchanged in many parts of South and Central Somalia. Some areas surveyed recently show the "Global Acute Malnutrition" (GAM) rate above 25% and 8% Severe Acute Malnutrition (SAM). In 2008, an estimated 180,000 children were believed to be acutely malnourished: very few of these have access to nutrition centres.

As a consequence of all this, the total number of people in need of humanitarian assistance remains, as recalled above, more than 3 millions individuals, of whom 1,3 million IDPs and 1,8 million local populations, both in rural and urban areas.

The €18 million envelope allocated in 2009 for Somalia proves to be insufficient today, taking into account the recent evolution and the prospects for the humanitarian situation. It is also important to note that several of the proposals submitted to ECHO these past few months have had to be curtailed downwards due to insufficient funds, which have put NGOs under further pressure due to shortfalls in other donor commitments.

3) Priority Needs.

DG ECHO is planning to respond to the crisis by continuing to focus on the core humanitarian needs of IDPs, host communities, extremely marginalized communities and the chronically vulnerable with shelter, food, non-food, health, nutrition, water, sanitation, and food security.

4) How would the funds obtained be used?

The major part of the funds would be used to support current aid agencies with additional grants. Funding is required for UNHCR, UNICEF and ICRC to ensure greater coverage of key life saving activities.

Even though the capacity of aid agencies to operate has, is and is likely to remain a concern, an increased absorption and implementing capacity of our partners is, at least for the time being, not being compromised. An increased response will be adequately ensured through a proper selection of partners and proposals.